La Commune

A bas le pacte colonial !

Accords économiques UE-Afrique-Caraïbes-Pacifique

Le 31 décembre 2007 à minuit s'est écoulé le terme échu pour les pays ACP, c'est-à-dire d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, pour accepter les conditions draconiennes imposées par l'Organisation mondiale du commerce et par l'Union européenne, à savoir signer les " accords de partenariat économique " avec cette dernière. Or, aucun des États, aucun des gouvernements, dictatures comprises, n'a osé prendre le risque d'affronter son peuple en signant. Ce refus général n'était pas attendu par Bruxelles...

Dans ces circonstances imprévues, l'UE a fait chattemite et a, par la bouche de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, accepté la perspective d'un débat encore à poursuivre, faute de " mieux " ... De quoi s'agissait-il au fond, et quelles sont les perspectives ?

Ce dont il s'agit

En 1975, les pays ACP et la CEE, ancêtre de l'UE, ont signé la Convention de Lomé, qui prévoyait une exonération totale des droits de douane lorsque les marchandises provenant des anciennes colonies pénètrent sur le marché européen de l'Union (exception faite des bananes, chasse gardée des Antilles françaises, et de quelques autres produits). Le sens de cette Convention était de créer un marché privilégié pour la CEE, damant le pion aux États-Unis ou aux États d'Asie, comme le Japon ou la Chine. Avec l'accélération de la récession et l'âpreté croissante de la concurrence mondiale, la CEE devenue UE impose aux pays ACP l'Accord de Cotonou en juin 2000, qui planifie la fin de la Convention de Lomé, fin graduelle étalée sur sept ans, donc jusqu'en décembre 2007. Il s'agit alors, dans un contexte où la mondialisation se traduit par un libéralisme effréné, c'est-à-dire le capitalisme sans fard et dans son plus simple appareil, d'imposer sur le plan du commerce international ce que le FMI impose dans sa politique de prêts à taux usuraires aux pays pauvres. Rappelons que l'OMC a succédé en 1994 au GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), dont les bases ont été posées à la conférence de Bretton Woods en 1944, conférence qui a fixé les règles de fonctionnement capitalistes de l'économie mondiale de l'après-guerre. Depuis la vague d'indépendance, les grandes puissances ont toujours tenté d'imposer leurs règles aux pays jadis colonisés, et d'ailleurs toujours réussi : ce sont elles qui fixent les prix, pas le vendeur. Imaginons un instant l'ambiance d'un supermarché de banlieue si cette règle y était transposée ...

Traité de libre exploitation ...

Signer les Accords de Cotonou ne préjugeait pas de la suite pour les pays ACP. " On verra bien " était la réflexion que tous pouvaient se faire alors. Mais plus l'échéance de 2007 approchait plus les exigences de l'OMC et de l'UE se faisaient claires : pas de " relation préférentielle " pour les ACP si ceux-ci n'acceptent pas la réciprocité. Autrement dit, le libre-échange absolu : aucune taxe pour les importations des pays ACP en provenance de l'UE. Autant dire l'inondation de l'Afrique, en particulier, par les marchandises et services européens détaxés. Comme souvent, le " partenariat " cache un véritable viol du droit du plus faible. Cela signifierait un assujettissement total aux volontés de l'UE sans marge de manoeuvre. En refusant, les États d'Afrique sont menacés de rétorsion, puisque la Convention de Lomé désormais caduque, toute marchandise ACP peut demeurer invendue, si l'UE oriente son marché vers l'Asie, par exemple.

Ce qui se dessine

Barroso et sa clique de commissaires européens savent très bien que le temps joue contre les pays ACP. Jamais ces eurocrates qui veulent mettre à genoux les salariés d'Europe comme des pays ACP ne dérogent à leur règle obsessionnelle : free enterprise dans la plus pure tradition d'Adam Smith. Mais les despotes et, de manière générale les gouvernements, africains savent que les masses peuvent se lever. Pour ne pas être chassés, ils utilisent, là où le terrain s'y prête, le plus abject des procédés : le tribalisme ou ethnicisme, dont on voit les ravages aujourd'hui au Kenya. Non au pacte colonial que l'OMC et l'UE veulent imposer aux ACP ! Non à l'Union capitaliste des pays d'Europe ! Non aux règles fixées par l'OMC !

Modifié le dimanche 24 février 2008

Voir aussi dans la catégorie International

Manger avec un dictateur.

Macron reçoit à l’Elysée le dictateur saoudien. Avec son arrivée sur le trône, le roi Salmane a fait de son fils Mohamed ben Salmane l’homme le plus puissant de l’Arabie Saoudite. Ce...

Nicaragua : la Caravane historique et la Commission internationaliste ont défié la dictature d’Ortega-Murillo

Hier, la Commission Internationale pour la liberté des prisonnières et prisonniers politiques au Nicaragua, promue par la Ligue Internationale Socialiste avec le PRT d Costa Rica, Alternativa...

Nicaragua : ce que c’était, ce que cela pourrait être, ce que c’est

Ces questions reviennent dans chaque réunion, dans chaque rencontre, dans chaqu discussion avec des collègues, des étudiants ou des voisins, lorsque nous parlons d activités de diffusion et de...

Nous ne sommes pas indifférents. Le Nicaragua nous convoque

Nous avons toujours porté le Nicaragua et les luttes de son peuple rebelle d’Amérique centrale dans nos consciences et nos cœurs. Parce que sa puissante révolution de 1979 contre la sinistre... »

1962 : victoire du peuple algérien sur le colonialisme

La révolution algérienne débute en 1954. Elle oppose les nationalistes algériens à la France qui occupe le pays depuis 1830. Elle s’inscrit dans le mouvement de décolonisation qui fait suite... »

Etats-Unis : victoire de l’obscurantisme.

Ce vendredi 24 juin 2022 est certainement le jour le plus sombre pour les femmes états-uniennes. La Cour suprême a renversé l’arrêt de 1973 qui garantissait le droit àl’avortement dans... »